



Les éditions

Sciences-Campus Info

Compte rendu du conseil des ministres du mercredi 12 juillet 2017

Page 17

Politique - Science - Education - Société - Economie - Technologies

Le Quotidien Numérique d'Afrique

du vendredi 14 juillet 2017
7 Jrs/7

N°450

02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO Téléchargeable

Appelez le + 226 76 60 97 21/ 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant..
Espace spécialement réservé pour vous.

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 27.

Autorisation officielle n°1238/2016/CAO/TGI.OUA/P.F.

Présence d'individus armés sur l'axe Kobikoro-Bakuy : le gouvernement salue la collaboration des populations

Page 7



Le Commissariat de Police de l'Arrondissement de Nongr-Mâasom vient de démanteler un réseau de présumés braqueurs qui troublait la quiétude des honnêtes citoyens de la ville de Ouagadougou

Page 8



Coopération République Fédérale d'Allemagne et le Burkina Faso: une annonce de 67 milliards de francs CFA pour les années à venir

Page 6



« L'hépatite tue plus que le SIDA » : l'Association SOS Hépatites crie au secours

Page 4



Missions consultatives de la CCI-BF : Un atelier pour outiller les secrétaires généraux des ministères

Région du Centre



Cette session de formation vise à outiller les secrétaires généraux des ministères.

La chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso (CCI-BF) n'est pas bien connue. C'est dans l'optique de mieux se faire connaître qu'elle a tenu ce mercredi 12 juillet 2017 à Ouagadougou, une rencontre d'information et d'échanges avec les secrétaires généraux des ministères et institutions sur ses missions consultatives.

Cet atelier d'information à l'intention des secrétaires généraux des ministères et institutions burkinabè sur la mission consultative de la chambre de commerce et d'industrie du

Burkina Faso (CCI-BF), tenu dans la matinée de ce mercredi 12 juillet 2017 à Ouagadougou, vise à présenter la vision de la CCI-BF. L'atelier servira aussi de cadre pour mieux faire connaître la chambre de commerce à travers ses attributions et activités ainsi que les prescriptions légales qui lui confèrent le droit de donner son avis sur les dispositions portant sur le commerce, l'industrie et les services.

Selon Mamady Sanoh, le 1er vice-président de la Chambre de commerce, depuis janvier 2017, plus d'une dizaine de textes, décrets et lois, ont été pris par le gouvernement sans avis préalable de la chambre de commerce. Ce

qui n'est pas normal. M. Sanoh pense qu'il est impératif que l'exécutif consulte la CCI-BF sur tout texte relatif au commerce, à l'industrie et aux services. C'est pourquoi, son institution a décidé d'initier ce cadre de rencontre avec les secrétaires généraux des ministères et des institutions qui sont les clefs de voûtes de la conception des textes au sein des institutions étatiques.

Les participants, quant à eux ont salué la tenue de cet atelier qui renforcera la collaboration entre la CCI-BF et les différents départements ministériels. Brice Noël Yogo, secrétaire général du ministère de la jeunesse, de la formation et de l'insertion

La suite à la page 3

SOCIÉTÉ

La suite de la page 2

professionnelle a déploré cette situation évoquée par le 1^{er} vice-président de la CCI-BF. « Il arrive par moment que malheureusement à notre niveau, nous accusions des lenteurs et des lourdeurs administratives qui ne nous permettent pas de consulter largement tous les partenaires dont la chambre de commerce. Elle vient d'attirer notre attention sur le sujet et nous allons donc nous remobiliser pour mieux planifier nos actions afin de développer cette collaboration pour une meilleure performance ».

Au sortir de cette session, la chambre de commerce et d'industrie du Burkina espère voir la création d'un réseau dynamique d'échanges et de concertations entre la CCI-BF et l'administration publique et l'identification d'actions phares à entreprendre dans le cadre de ce partenariat.

En rappel, la CCI-BF a été créé le 11 juin 1948. Sa forme actuelle date de mai 2017. Ayant le statut d'établissement public, elle a trois missions à savoir une mission consultative, représentative et administrative.

Sa mission consultative que lui confèrent les textes, consiste à donner aux pouvoirs publics les avis et renseignements qu'ils peuvent solliciter sur les questions commerciales, industrielles et artisanales, et à présenter les points de vue des milieux d'affaires sur les moyens d'accroître la prospérité économique. Aussi cette prérogative légale tire son fondement sur les articles 7 et 8 du décret N°2015-1385 du 20 novembre 2015.

**Alfred Sié KAM/Rédaction SC
Info**



Les participants, ont salué la tenue de cet atelier qui, pour eux, renforcera la collaboration entre la CCI-BF et les différents départements ministériels.



Brice Noël Yogo, secrétaire général du ministère de la jeunesse, de la formation et de l'insertion professionnelle a déploré cette situation évoquée par le 1^{er} vice-président de la CCI-BF.



Mamady Sanoh, 1^{er} vice-président de la Chambre de commerce.

SANTÉ

« L'hépatite tue plus que le SIDA » : l'Association SOS Hépatites crie au secours

Région du Centre



L'Association SOS Hépatites Burkina plaide pour l'accélération de la mise en œuvre du plan de lutte contre les hépatites au Burkina.

En marge de la commémoration de la Journée mondiale de lutte contre les hépatites, célébrée le 28 juillet de chaque année par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Association SOS Hépatites a organisé une conférence de presse le mercredi 12 juillet 2017 à Ouagadougou, pour informer le public sur la maladie et donner le programme des activités qui auront lieu dans le cadre de la Journée mondiale.

Dans le cadre de la commémoration de la journée mondiale de lutte contre les hépatites, l'association SOS Hépatite, à travers une conférence de presse animée ce mercredi 12 juillet 2017 à Ouagadougou, plaide pour



Les journalistes présents à ce point de presse se sont beaucoup intéressés aux modes de contamination.

l'accélération de la mise en œuvre du plan de lutte contre les hépatites au Burkina. Cette rencontre avec les journalistes vise à informer le

public sur la maladie des Hépatites B et C et sur les activités entrant dans le cadre de la journée.

La suite à la page 5

SANTÉ

La suite de la page 4



«La salive n'est pas une voie de contamination de l'hépatite », dit le Pr Sombié Roger, hépato-Gastroentérologue.

« Eliminer les Hépatites Virales au Burkina d'ici à 2030, Opérationnaliser le Plan Stratégique de Lutte », tel est le thème de la commémoration de la journée mondiale des hépatites célébrée cette année. Ce thème s'inscrit dans le cadre de l'accélération des méthodes de lutte contre l'hépatite afin de sauver des vies. L'élimination des hépatites est une vision qui peut devenir réalité, si les plus hautes autorités décident de mettre la main dans la patte.

En effet, les hépatites B et C ne donnent aucun symptôme mais s'attaquent pendant 10, 20 voire 30 ans avec de lourdes conséquences souvent mortelles comme le cancer et la cirrhose du foie. Le virus de l'hépatite est très résistant et elle n'a pas de vaccin pour le moment. A la différence du VIH, le virus de l'hépatite est silencieux. Le mode de transmission est pareil que le VIH dont la principale voie de contamination est la voie sanguine.

Le Pr Sombié Roger, hépato-Gastroentérologue, explique les modes d'infection « l'hépatite B et C » est une infection par des virus qui existent depuis l'aube de l'humanité. Ce sont des virus qui ont pour particularité de se loger dans le foie » et « les infections par les virus B et C sont un véritable drame et cela fait plusieurs années qu'elles demeurent le premier motif de cancer, de cirrhose de foie au Burkina Faso ». Il ajoute que c'est la maman qui est porteuse qui transmet les virus à ses enfants. Il a insisté « la salive n'est pas une voie de contamination », avant de rappeler que le seul moyen de savoir si on est infecté reste le dépistage.

Par ailleurs, il a précisé que l'hépatite est le premier motif d'hospitalisation au quotidien dans le service de Gastroentérologie à Yalgado Ouédraogo avant d'affirmer que cette maladie tue plus que le sida. « Si vous prenez 100 donneurs de

sang, il y'a 10 malades qui vont être infectés. Contrairement aux pays occidentaux, la fréquence de la maladie est moins de 1% dans la population. C'est une maladie pour laquelle, le vaccin existe depuis 1981. C'est le premier vaccin anti-cancéreux qui a été mis en place ».

En prélude à cette journée, l'association SOS Hépatite Burkina a lancé depuis le 2 juillet dernier, une campagne de sensibilisation et de dépistage de l'hépatite B dont le virus est 100 fois plus contagieux que le VIH. A ce jour, près de 270 individus ont été dépistés dont 33 sont porteurs du virus et 63 personnes vaccinés.

Elle prévoit une marche de soutien et de plaidoyer au gouvernement dénommée NOhep/NOexcuse le 28 juillet, en plus d'une visite aux malades. Une conférence publique est aussi prévue dans l'après-midi.

Pour l'heure, au Burkina Faso, le coût du traitement est à la charge du patient. Il n'existe aucun plan stratégique de lutte contre ces maladies infectieuses. C'est pourquoi l'association des personnes infectées et affectées des hépatites B et C lance un appel au gouvernement et aux autorités sanitaires, à agir sans tarder pour accélérer l'opérationnalisation du plan stratégique de lutte, afin de réduire la souffrance des patients de l'hépatite et de sauver des vies.

**Alfred Sié KAM, Djakaridja
GHO/Rédaction SC Info**

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Coopération République Fédérale d'Allemagne et le Burkina Faso: une annonce de 67 milliards de francs CFA pour les années à venir

Région du Centre



Les deux parties ont renouvelé leur engagement commun à dynamiser et renforcer cette Coopération au profit du bien être des populations burkinabè.

Au terme des négociations

intergouvernementales entre la République Fédérale d'Allemagne et le Burkina Faso, la partie allemande s'est engagée à accompagner le Burkina Faso avec une enveloppe financière de 67 milliards de francs CFA, pour la mise en œuvre de projets.

Au cours d'une soirée conviviale, les deux parties ont célébré les nombreux succès engrangés au titre de cette coopération, notamment



En 1977, les deux parties ont convenu d'instaurer un mécanisme de consultations périodiques notamment des négociations intergouvernementales, pour évaluer leur Coopération et définir un nouveau cycle de Coopération.

La suite à la page 7

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 6

dans le secteur de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, de la décentralisation et du développement local et dans bien d'autres secteurs. Elles ont renouvelé leur engagement commun à dynamiser et renforcer cette

Coopération au profit du bien être des populations burkinabè. En rappel le premier accord de coopération que les deux pays ont signé, date de 1961. En 1977, les deux parties ont convenu d'instaurer un mécanisme de consultations périodiques

notamment des négociations intergouvernementales, pour évaluer leur Coopération et définir un nouveau cycle de Coopération.

Présence d'individus armés sur l'axe Kobikoro-Bakuy : le gouvernement salue la collaboration des populations

Région du Centre



Le ministre de la Communication et des relations avec le Parlement, porte-parole du gouvernement, Rémis Fulgance Dandjinou.

L'hebdomadaire Conseil des ministres s'est tenu ce mercredi 12 juillet 2017 sous la présidence du chef de l'Etat, Roch Kaboré. Au nombre des dossiers à l'ordre du jour, le ministre de la Communication et des relations avec le Parlement, porte-parole du gouvernement, Rémis Fulgance Dandjinou s'en est

appesanti sur trois, avant que son collègue de l'Enseignement secondaire ne revienne sur le bilan dressé par son département sur le baccalauréat 2017.

Au titre du ministère en charge des Affaires étrangères, le Conseil a adopté un projet de loi portant autorisation de ratification du traité révisé de l'Autorité de

développement intégré des Etats du Liptako-Gourma qui avait été adopté le 24 janvier 2017.

Désormais, l'Autorité de développement intégré des Etats du Liptako-Gourma se déclinera en trois axes majeurs à savoir la réduction de la pauvreté, le développement durable et le renforcement de la sécurité.

Pour ce qui est du département en charge de la Justice, un rapport relatif à 12 décrets d'application de la loi portant statut du personnel de la Garde de sécurité pénitentiaire a été adopté.

Au ministère en charge de l'Economie, le Conseil a adopté une ordonnance de ratification des accords de financement conclus le 11 mai dernier entre le Burkina Faso et la Banque islamique de développement (BID) relatif au programme de développement durable des exploitations

La suite à la page 8

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 7

pastorales au Sahel Burkina. D'un montant de 18 milliards de FCFA, ce programme vise entre autres, selon le porte-parole du gouvernement, à améliorer durablement la productivité et la compétitivité de la filière laitière ainsi que celle des petits ruminants...

Se prononçant sur le bilan du BAC 2017, le ministre Maïga a indiqué que l'examen s'est bien déroulé, à l'exception, dit-il, de l'ouverture malencontreuse d'une enveloppe qui a nécessité la reprise du sujet de français. Au résultat, il ressort un taux d'admission de 38,13% contre 39,62% en 2016. Par ailleurs, c'est la région du Centre-

Est qui a affiché le meilleur taux de réussite avec 46,15% tandis que la région de l'Est a réalisé la plus faible performance, soit 35,19%.

Pour ce qui est de l'accueil des nouveaux bacheliers, le ministre en charge de l'Enseignement secondaire a indiqué que des mesures sont prises afin d'accroître les capacités d'accueil et de déplacement des universités.

Par ailleurs, le ministre porte-parole du gouvernement a indiqué que les populations de l'axe Kobikoro-Bakuy ont signalé aux forces de défense et de sécurité, la présence d'individus

armés dont l'interpellation a conduit à des échanges de tirs.

Toutefois, Rémis Dandjinou a rassuré qu'aucun blessé n'a été enregistré au niveau des forces de l'ordre mais que ces individus sont encore recherchés. Pour ce faire, le gouvernement salue la collaboration des populations et les invite à respecter les différentes consignes de sécurité.

DCPM/MCRP

Le Commissariat de Police de l'Arrondissement de Nongr-Mâasom vient de démanteler un réseau de présumés braqueurs qui troublait la quiétude des honnêtes citoyens de la ville de Ouagadougou

Région du Centre

En effet, au cours du mois de décembre 2015, ledit Commissariat déférait devant le Procureur du Faso près le Tribunal de Grande Instance de Ouagadougou des membres d'un réseau de bandits de grand chemin qui sévissait dans la ville de Ouagadougou en matière de vols à mains armées. A l'occasion, le nommé **NABOLE Madi**, cerveau dudit réseau avait pris la fuite. Les investigations ont permis d'appréhender ce dernier ainsi que tout le réseau composé de huit (08) personnes, tous des repris de justice qui sont :

NABOLE Madi, 33 ans, se disant cultivateur domicilié au secteur 41 (Nioko 2) cerveau du gang, **SANE Mahamadi**, **BARRY Alaye**, **ZOUNGRANA Louis**, **TIENDREBEOGO Elysée** et **OUEDRAOGO Boureima**.

Ils opéraient dans les commerces, les domiciles et sur la voie publique à l'aide de motocycles, de pistolets automatiques illégalement détenus et d'une machette. Le groupe ciblait les victimes et en groupe de deux, trois ou quatre selon les cas, ils surgissaient, souvent les visages masqués par

des cache-nez et des casquettes; ils surprenaient les victimes et les tenaient en respect. Les menaçant avec leurs pistolets automatiques et même en les brutalisant, ils retiraient numéraires, motocycles, téléphones portables, etc. et même des armes. Une fois leur sale besogne accomplie, ils se retiraient des lieux à l'aide des motocycles. Le groupe exerçait parfois une violence inouïe sur leurs victimes. En exemples, plusieurs d'entre elles ont été blessées au cours de ces braquages. Après les forfaits, le matériel emporté, notamment les motocycles sont transmis aux

La suite à la page 9

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 8



Les présumés braqueurs et leurs butins.

nommés NIKIEMA Ali, se disant mécanicien et KOUANDA Soumaila alias Monre, se disant employé de commerce qui les écoulaient par la suite. Les membres du groupe utilisaient les armes suivantes:

- Un (01) Pistolet Automatique de marque BRUNI de calibre 9 mm,
- Un (01) Pistolet Automatique de calibre 7.65 mm,
- Un (01) Pistolet Automatique de marque UNIQUE de calibre 7.65 mm,
- Un (01) Revolver Long Rifle (LR) de calibre 22,
- Quatre (04) munitions de calibre 22,
- Deux (02) munitions de calibre 7.65 mm,
- Une (01) douille 9 mm.

Il faut de passage souligner que toutes les munitions présentent des signes laissant penser qu'elles ont

été percutées; ce qui laisse entrevoir que les intéressés essaient parfois d'ouvrir le feu sans y parvenir. Ils ont mené leur sale besogne dans les quartiers suivants: Zogona; Cité des 1200 logements; Gounghin; Dassasgho; Wemtenga; Dapoya; Bendogo; Balkuy; Rayongo; Samandin; Kamsonguin et la zone de Katr-yaar. Leurs forfaits les plus connus sont ceux commis dans une boutique aux 1200 logements le 21 août 2016 et dans la famille KOMBOIGO à Samandin le 03 juin 2017 où le sieur KOMBOIGO Aristide fut blessé. Ce dernier cas a d'ailleurs fait couler beaucoup d'encre et de salive alors qu'il s'agit purement d'un acte de banditisme comme les autres. Il faut dire que le groupe cible les victimes en se basant sur

leurs activités (cas des commerces), leur statut social (niveau de vie) ou leurs moyens de déplacement (motocycles de grande valeur). Au total quinze (15) victimes de cette bande ont été identifiées à ce jour et les produits de vols trouvés sont multiples et composés comme suit:

- Une (01) motocyclette de marque Yamaha 150,
- Une (01) motocyclette de marque Yamaha 135,
- Un (01) vélomoteur de marque Yamaha Vega RR,
- Un (01) vélomoteur de marque Yamaha Force X,
- Un (01) vélomoteur de marque Yamaha Sirius,
- Une (01) tablette de marque Samsung,
- Un (01) téléphone de marque LG,
- Un (01) téléphone de marque Huawei,
- Un (01) power-bank.

A ce jour, certains membres du groupe sont en cavale et des recherches sont en cours en vue de les appréhender afin qu'ils répondent de leurs actes.

Le démantèlement de ce groupe de braqueurs a été possible grâce à la collaboration des populations et celles-ci sont invitées à continuer à accompagner les forces de sécurité en appelant les numéros verts mis à leur disposition: 17 (Police Nationale); 16 (Gendarmerie Nationale); 1010 (Centre National de Veille et d'Alerte).

La Police Nationale, une force publique au service des citoyens

Division de la Communication et des Relations Publiques de la Police Nationale

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Echanges portant sur l'appui de l'Union Européenne dans le secteur de l'Energie

Région du Centre



Le Ministre de l'Energie Pr Alfa Oumar DISSA s'est entretenu, ce mardi 11 juillet 2017, avec une mission de facilité d'assistance technique de l'Union Européenne.

Le Ministre de l'Energie Pr Alfa Oumar DISSA s'est entretenu, ce mardi 11 juillet 2017, avec une mission de facilité d'assistance technique de l'Union Européenne.

Les échanges ont porté spécifiquement sur l'appui de

l'UE dans le secteur de l'Energie.

Cet appui consiste au renforcement de trois(3) domaines clés à savoir :

-L'électrification rurale par intégration du solaire ;

-L'éclairage public par les lampadaires Led dans les centres urbains ; et

-L'assistance technique pour la réalisation de centrales solaires.

Au sortir de cette réunion dite d'identification des projets, les deux parties ont témoigné de leur satisfécit.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Sigmund Freud, dans deux ouvrages, parle de trois "métiers impossibles" : gouverner, soigner et éduquer

Région du Centre

Freud associe ces trois métiers au fait que, pour chacun d'eux, « on peut d'emblée être sûr d'un succès insuffisant ». En d'autres termes, les résultats sont incertains, et bien souvent on ne voit pas l'effectivité de son travail.

Et il est vrai que, sauf dans de rares cas (l'apprentissage de la lecture en CP par exemple), on ne peut avoir de certitudes sur l'impact de son action sur les élèves. Ils apprennent mais est-ce durable, est-ce efficace ? Au final, que retiennent-ils ? Y sommes nous pour quelque chose ? A moins d'être télépathe (ce qui n'est pas mon cas), il n'y a aucune certitude. C'est aussi ce qui fait de ce métier, un travail frustrant et quelquefois ingrat. Et, répétons-le, modeste. Alors on doit se contenter quelquefois de petits bonheurs. On peut guetter les déclics qui se font dans la tête des élèves. Et croyez moi, ça s'entend très bien ces déclics. D'un seul coup, untel qui bloquait, comprend. Tel autre va, des jours voire des mois plus tard, faire référence à une notion que vous aviez abordée. On peut même (mais si !) trouver des motifs de satisfaction en corrigeant des copies... Les petits bonheurs on les trouve aussi dans la satisfaction de



voir un dispositif se dérouler comme vous l'aviez prévu. Avec des élèves, concentrés, attentifs, motivés qui ne s'aperçoivent pas de l'heure qui tourne. Il faut se rappeler de ces moments là quand ça va moins bien, où rien ne se déroule comme prévu... Un des rares avantages de l'âge est de vous donner l'occasion de rencontrer d'anciens élèves. C'est là aussi un motif de satisfaction. Lorsqu'ils vous remercient ou

vous témoignent de la sympathie ou lorsqu'ils vous rappellent un mot, une attitude qui les ont marqués. C'est aussi l'occasion de constater que ce qui marque durablement s'exprime plus en termes de compétences, d'attitudes que de connaissances.

Appellez le + 226 76 60 97 21 / 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant...
Espace spécialement réservé pour vous.

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Diplomatie : l'axe Ankara - Ouagadougou se renforce à travers la visite du chef de la diplomatie turc

Région du Centre



Le Ministre des affaires étrangères de la République de Turquie entame ce jour 11 juillet 2017 une visite de 48h au pays des hommes intègres.

Le Ministre des affaires étrangères de la République de Turquie entame ce jour 11 juillet 2017 une visite de 48h au pays des hommes intègres.

A sa descente d'avion SEM Mevlüt CAVUSOGLU a été accueilli par Madame Rita Solange AGNEKETOM / BOGORE, Ministre délégué auprès du Ministre des affaires étrangères, chargée de la coopération régionale et des Burkinabè de l'extérieur. Pendant son séjour le diplomate turc aura des entretiens avec des hautes personnalités du Burkina notamment SEM Alpha BARRY, Ministre des Affaires étrangères de la coopération et des burkinabè de l'extérieur et des burkinabè de l'extérieur



Pendant son séjour le diplomate turc aura des entretiens avec des hautes personnalités du Burkina notamment SEM Alpha BARRY, Ministre des Affaires étrangères de la coopération et des burkinabè de l'extérieur et SEM Roch Marc Christian KABORE, Président du Faso.

et SEM Roch Marc Christian **DCPM/MAECBE** KABORE, Président du Faso.

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Prévision et analyses Macro-économiques : les acteurs renforcent leurs capacités opérationnelles

Région du Centre-Ouest



Les résultats des travaux permettront d'obtenir des outils de prévision et de simulation plus robuste et plus fiable.

La Direction de la Prévision et des Analyses Macro-économiques est en atelier à Koudougou. Objectif, renforcer les capacités opérationnelles des outils de prévision et de simulation d'impact à travers la mise à jour des données rétrospectives et des paramètres de fonctionnalités des différents outils.

Il s'agira entre autres lors de cet atelier pour les cadres de la DPAM et des correspondants impliqués dans la collecte des données rétrospectives pour l'IAP

de mettre à jour les données rétrospectives liées à la production agricole, au bilan céréalier et au prix moyen des céréales, de mettre à jour les données rétrospectives du commerce extérieur avec les comptes nationaux, au niveau du MEGC, d'identifier des nouvelles variables à intégrer dans le modèle calibrer des nouveaux paramètres. Pour le modèle T21, il s'agira d'intégrer essentiellement les variables de stocks et des variables flux.

Les résultats des travaux permettront d'obtenir des outils de prévision et de simulation

plus robuste et plus fiable.

C'est pourquoi, le directeur général adjoint de l'économie et de la planification a exhorté les participants à des débats constructifs, à apporter les contributions nécessaires et à opérer les options les plus appropriées. L'atelier de renforcement des Capacités opérationnelles des outils de prévision est prévu pour se tenir du 10 au 15 juillet à Koudougou.

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Garde de sécurité pénitentiaire : Les besoins de recrutement, à la loupe de l'inspecteur Harouna SAVADOGO

Région du Centre

L'inspecteur de sécurité pénitentiaire, Harouna SAVADOGO, Directeur des ressources humaines de l'Ecole Nationale de la Garde de Sécurité Pénitentiaire (ENGSP), vient de soutenir un master en Gestion des ressources humaines (GRH) à l'Institut International de Management de Ouagadougou sur le thème : « Problématique de l'identification des besoins de recrutement de la garde de sécurité pénitentiaire du Burkina Faso ».

C'était le samedi 8 juillet 2017 au siège de l'Institut à Ouagadougou. Après la délibération, le jury a sanctionné le travail de l'impétrant par la note de 16/20, mention très bien. Le Directeur des ressources humaines de l'ENGSP était déjà titulaire d'un master en ingénierie de la formation des systèmes d'emplois de l'université de Toulouse-Ausville en France, obtenu en ligne en 2016. Né le 11 juin 1981 à Abengourou en République de Côte d'Ivoire, l'inspecteur SAVADOGO a intégré le corps de la GSP en 2012 après deux années de formation au cycle des inspecteurs de sécurité pénitentiaire à l'Ecole Nationale de Police.



Le Directeur des ressources humaines de l'ENGSP était déjà titulaire d'un master en ingénierie de la formation des systèmes d'emplois de l'université de Toulouse-Ausville en France, obtenu en ligne en 2016.



Le Directeur des ressources humaines de l'ENGSP était déjà titulaire d'un master en ingénierie de la formation des systèmes d'emplois de l'université de Toulouse-Ausville en France, obtenu en ligne en 2016.

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Mission d'échanges d'expériences sur les mini réseaux d'approvisionnement en eau potable en milieu rural et semi-urbain au Bénin

Bénin



La mission a pour objectif global de s'imprégner de l'expérience de l'ONG Suisse HELVETAS du Bénin en matière de réalisation et de gestion de mini-réseaux d'approvisionnement en eau potable.

Une équipe du Ministère de l'Eau et de l'Assainissement composée des représentants de la DGEP, la DGESS et de la DREA-Cascades séjourne depuis le 08 Juillet 2017 dans la République du Bénin dans le cadre d'une mission d'échanges d'expériences sur les mini réseaux d'approvisionnement en eau potable en milieu rural et semi-urbain au Bénin.

La mission a pour objectif global de s'imprégner de l'expérience de l'ONG Suisse HELVETAS du Bénin en matière de réalisation et de gestion de mini-



Une équipe du Ministère de l'Eau et de l'Assainissement composée des représentants de la DGEP, la DGESS et de la DREA-Cascades.

La suite à la page 16

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Une visite dans l'une des plus vieilles écoles du Burkina, à Bobo-Dioulasso, (l'école Bobo-Centre A) permet de faire des découvertes importantes

Région du Hauts-Bassins



Située à Koko, au secteur 4 dans l'arrondissement 1 de Bobo-Dioulasso d'où le nom « Ecole Bobo-Centre A », la plus vieille école du Burkina Faso a 114 ans cette année.

Située à Koko, au secteur 4 dans l'arrondissement 1 de Bobo-Dioulasso d'où le nom « Ecole Bobo-Centre A », la plus vieille école du Burkina Faso a 114 ans cette année. Selon l'actuel directeur Seydou Sanon, la direction régionale de la LONAB de Bobo-Dioulasso fut le 1er site de cette école. Avec le temps, l'école a été déplacée au quartier Kuinima. C'est en 1927 que l'école Bobo-Centre A, s'est installée à Koko dans le site actuel. Erigée sur une superficie de 2 hectares, avec des matériaux solides, (fers durs, briques rouges avec des murs d'une épaisseur de 40cm), cette école de 6 classes fonctionnelles fut construite du début

jusqu'à la fin sans chaînage.

Créée officiellement en 1903 par les colons français, c'est en 1904 qu'elle devint fonctionnelle. Jadis dirigée par les colons, ses tous premiers enseignants et animateurs étaient également des officiers français. A l'entendre, de 1903 à 1921 l'école Bobo-Centre A était exclusivement animée par des colons français parce qu'il n'y avait pas d'instituteurs noirs à l'époque. C'est à partir de 1921 que l'école accueillera son premier instituteur noir de nationalité voltaïque, originaire de la ville de Bobo-Dioulasso du nom de Birahim Cire Ba, sorti de la célèbre école régionale William Ponty de Dakar.

Plus tard la première institutrice de cette école fut Moussokoro Vicens. Ayant une vocation sous régionale, elle a accueilli des enfants voltaïques, ivoiriens, nigériens, maliens et sénégalais.

Des quelques personnalités citées qui y auraient fait un passage, nous avons le père du président actuel du Faso, Charles Bila Kaboré (comme Directeur), le Directeur du Cabinet actuel du ministère de la défense le colonel Ali Traoré, le Directeur de l'école Technique militaire de Ouagadougou (ETMO) Jude Ba, et le Dr Sa Traoré, propriétaire de la clinique Djétogo à Bobo-Dioulasso. 101. 676 élèves sont passés dans cette école depuis la création de l'école à nos jours.

La suite de la page 17

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 16

Au nombre des difficultés évoquées il y a la dégradation des bâtiments, du sol, du plafond, et l'état de vétusté des tables-bancs et des chaises. Seydou Sanon a de ce fait souhaité qu'il y ait une réhabilitation totale du bâtiment, afin de le sécuriser et de lui permettre encore de vivre cent ans. Aussi, il a suggéré la modernisation du mobilier et l'installation de brasseurs dans les salles de classes. Afin de reconstituer la

mémoire de cette école, il est prévu une visite des familles Cire Ba et Vicens et une rencontre avec les devanciers. Aussi le directeur a-t-il plaidé pour l'équipement de la salle informatique afin d'initier les élèves au maniement de l'outil informatique.

Notons que certains pans de l'histoire de cette école ont été conservés (le premier registre d'appel des élèves datant d'octobre 1905, des diplômes de CEPE d'Août

1907, des bulletins de naissance d'anciens élèves, etc.) pour servir de repère à la jeune génération.

DCPM/MENA

Compte rendu du conseil des ministres du mercredi 12 juillet 2017

Région du Centre



Le Conseil des ministres s'est tenu à Ouagadougou, le mercredi 12 juillet 2017, en séance ordinaire, de 09 H 30 mn à 14 H 00 mn, sous la présidence de

Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, Président du Faso, Président du Conseil des ministres.

Il a délibéré sur les dossiers inscrits à son ordre du jour,

entendu une communication orale,

procédé à des nominations,

et autorisé des missions à l'étranger.

I. DELIBERATIONS

I.1. AU TITRE DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE LA COOPERATION ET DES BURKINABE DE L'EXTERIEUR

Le Conseil a examiné un projet de loi portant autorisation de ratification

du Traité révisé de l'Autorité de développement intégré des Etats du Liptako-Gourma (ALG), adopté le 24 janvier 2017 à Niamey, République du Niger.

La ratification de ce traité permet à notre pays de tenir ses engagements vis-à-vis de l'Autorité de développement intégré des Etats du Liptako-Gourma (ALG).

Le Conseil a marqué son accord pour la transmission du projet de loi à l'Assemblée nationale.

I.2. AU TITRE DU MINISTERE DE LA JUSTICE, DES DROITS HUMAINS ET DE LA PROMOTION CIVIQUE

Le Conseil a adopté douze (12) décrets d'application de la loi N° 016-2014/AN du 15 mai 2014 portant statut du personnel de la Garde de sécurité pénitentiaire.

La suite à la page 18

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 17

Le premier décret est relatif aux conditions générales d'évaluation, de notation et d'avancement du personnel de la Garde de sécurité pénitentiaire.

Le deuxième est relatif aux modalités d'avancement dans les corps de la Garde de sécurité pénitentiaire.

Le troisième est relatif aux attributions, composition, organisation et fonctionnement de la commission d'avancement du personnel de la Garde de sécurité pénitentiaire.

Le quatrième est relatif au régime de limitation d'âge pour l'admission à la retraite du personnel de la Garde de sécurité pénitentiaire.

Le cinquième porte définition des uniformes, des galons et des équipements des personnels de la Garde de sécurité pénitentiaire.

Lesixième est relatif aux attributions et organisation des corps de la Garde de sécurité pénitentiaire.

Le septième est relatif à la composition, à l'organisation, aux attributions et fonctionnement du Conseil de discipline du personnel de la Garde de sécurité pénitentiaire.

Le huitième porte conditions et modalités d'organisation des stages de spécialisation et de perfectionnement du personnel de la Garde de sécurité pénitentiaire.

Le neuvième est relatif à la composition, à l'organisation et au fonctionnement du Conseil supérieur de la Garde de sécurité pénitentiaire.

Le dixième est relatif aux modes de recrutement du personnel de la Garde de sécurité pénitentiaire.

Le onzième porte modalités de calcul de l'indemnité de départ à la retraite du personnel de la Garde de sécurité pénitentiaire.

Le douzième est relatif aux modalités d'affectation et de nomination du personnel de la Garde de sécurité pénitentiaire.

L'adoption de ces décrets vise à améliorer le cadre juridique d'exercice des activités de la Garde de sécurité pénitentiaire.

I.3. AU TITRE DU MINISTRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DU DÉVELOPPEMENT

Le Conseil a adopté deux (02) rapports.

Le premier est relatif à une ordonnance portant autorisation de ratification des accords de financement conclus le 11 mai 2017 entre le Burkina Faso et la Banque islamique de développement (BID) pour le financement du Programme de développement durable des exploitations pastorales du Sahel Burkina (PDSP).

D'un montant de **32,83 millions de dollars américains**, soit environ **18,06 milliards de FCFA**, ce financement contribuera au renforcement de la sécurité alimentaire des populations vulnérables dans les régions de la Boucle du Mouhoun, des Cascades, de l'Est, des Hauts-Bassins, du Sahel et du Nord, par l'amélioration durable de la compétitivité des filières lait et petits ruminants, par l'accroissement de la valeur ajoutée des produits animaux et par la création d'emplois en particulier pour les jeunes et les femmes.

Le second rapport est relatif à la relecture du guide

methodologique d'élaboration des politiques sectorielles.

Ce guide est un outil d'appui à la planification, au suivi et à l'évaluation axée sur les résultats. Il permet d'assurer la cohérence de tout document de politique sectorielle élaboré avec le référentiel national de développement.

L'adoption de ce rapport permet de garantir une bonne élaboration des politiques sectorielles, en vue d'assurer une mise en œuvre efficace du Plan national de développement économique et social (PNDES).

I.4. AU TITRE DU MINISTRE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

Le Conseil a adopté un rapport relatif au cahier des charges de l'Office national de l'eau et de l'assainissement (ONEA).

L'adoption de ce rapport vise à mettre à la disposition de tous les acteurs de l'eau et de l'assainissement un instrument juridique amélioré, propice à l'accomplissement efficace des missions de service public confiées à l'ONEA.

I.5. AU TITRE DU MINISTRE DE LA JEUNESSE, DE LA FORMATION ET DE L'INSERTION PROFESSIONNELLES

Le Conseil a adopté un décret portant adoption des statuts de l'Observatoire national de l'emploi et de la formation (ONEF).

L'adoption de ce décret permet à l'ONEF de se conformer aux dispositions du décret 2014-613/PRES/PM/MEF du 24 juillet 2014 portant statut général des

La suite à la page 19

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 18

Etablissements publics de l'Etat à caractère administratif (EPA).

II. COMMUNICATION ORALE

Le ministre de l'Environnement, de l'économie verte et du changement climatique a fait au Conseil une communication relative à l'inscription du Complexe W-Arly-Pendjari sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO le 07 juillet 2017, à l'occasion de la 41^{ème} session du Comité du patrimoine mondial tenue à Cracovie, en République de Pologne.

D'une superficie de **1 714 831 ha**, le Complexe W-Arly-Pendjari, situé entre le Niger, le Burkina Faso et le Bénin, sert de refuge à des espèces animales menacées dans la majeure partie de l'Afrique de l'Ouest.

Le Conseil se félicite de la contribution du Burkina Faso à la mise en œuvre de la Convention de 1972 de l'UNESCO relative à la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, qui a conduit à l'inscription du Complexe W-Arly-Pendjari sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO.

III. NOMINATIONS

III.1. NOMINATIONS DANS LES FONCTIONS INDIVIDUELLES

A. AU TITRE DU MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ

- Monsieur Parbignalé Arsène **YODA**, Ingénieur statisticien, Economiste du développement, est nommé Directeur général de l'Office national d'identification (ONI) ;
- Monsieur Kiswendsida Gilbert **KOROGHO, Mle 262 511 V**, Commissaire de police,

1^{ère} catégorie, 1^{er} échelon, est nommé Directeur des systèmes d'informations de l'Office national d'identification (ONI) ;

- Monsieur Issouf **COULIBALY, Mle 59 927 M**, Administrateur des services financiers, 1^{ère} classe, 1^{er} échelon, est nommé Directeur de l'administration et des finances de l'Office national d'identification (ONI) ;

- Monsieur Sana Emile **KAFANDO, Mle 31 738 A**, Commissaire de police, 1^{er} grade, 3^{ème} échelon, est nommé Directeur de la production de l'Office national d'identification (ONI).

Sont nommés Contrôleurs à la Coordination nationale de contrôle des Forces de police (CONACFP), les personnes dont les noms suivent :

- Monsieur Etienne **OUEDRAOGO, Mle 13 861 W**, Commissaire divisionnaire de Police ;

- Monsieur Boukaré Roger **OUEDRAOGO, Mle 17 877 D**, Commissaire divisionnaire de Police ;

- Monsieur Akodia dit Antoine **SAMPANA, Mle 120 430 E**, Commissaire de Police ;

- Monsieur Fidèle **TOE, Mle 30 704 M**, Commissaire divisionnaire de Police ;

- Monsieur Jacob **BICABA, Mle 19 521 V**, Commissaire divisionnaire de Police ;

- Monsieur Nobila Joseph **KIENTEGA, Mle 24 511 D**, Commissaire principal de Police ;

- Monsieur Etienne **KIEMA, Mle 22 801 W**, Commissaire

principal de Police ;

- Monsieur Bangré Moussa **KABORE, Mle 14 030 K**, Commissaire principal de Police ;

- Monsieur Boukaré **OUEDRAOGO, Mle 23 047 V**, Commissaire principal de Police ;

- Monsieur Emmanuel **KABORE, Mle 19 373 B**, Commissaire principal de Police ;

- Monsieur Wendolien **KUILA**, Capitaine de Gendarmerie ;

- Monsieur Drissa **PERKOUMA, Mle 20 52**, Adjudant-Chef-Major de Gendarmerie ;

- Monsieur Didier **NALMAN, Mle 22 66**, Adjudant-Chef-Major de Gendarmerie ;

- Monsieur Idrissa **NAWE, Mle 25 48**, Adjudant-Chef-Major de Gendarmerie ;

- Monsieur Michel **COULIBALY, Mle 27 81**, Adjudant-Chef-Major de Gendarmerie ;

- Monsieur Sansan Bimbloté **KAMBOU, Mle 29 15**, Adjudant-Chef-Major de Gendarmerie ;

- Monsieur Sanna Halidou **BELEM, Mle 29 22**, Adjudant-Chef-Major de Gendarmerie ;

- Monsieur Isaac **SIMPORE, Mle 31 49**, Adjudant-Chef-Major de Gendarmerie ;

- Monsieur Bouewé Bonaventure **POYGA, Mle 31 31**, Adjudant-Chef de Gendarmerie ;

- Monsieur Nouhou **AOUBA, Mle 26 98**, Adjudant-Chef de Gendarmerie ;

- Monsieur Vincent de

La suite à la page 20

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 19

Paul **SANOU, Mle 111 602 N**, Officier de police ;

- Monsieur Issaka **COMPAORE, Mle 16 302 R**, Officier de police ;

- Monsieur Tanti Michel **KOPIA, Mle 29 157 H**, Officier de police ;

- Monsieur Cyrille **KERE, Mle 109 784 N**, Officier de police.

1. B. AU TITRE DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, DES DROITS HUMAINS ET DE LA PROMOTION CIVIQUE

- Monsieur Issa Saferiba **FAYAMA, matricule 130 274 L**, Magistrat, 1^{er} grade, 3^{ème} échelon, est nommé Directeur de cabinet ;

- Monsieur Théophile **SAWADOGO, Mle 130 242 B**, Magistrat, 1^{er} grade, 3^{ème} échelon, est nommé Directeur général de la Politique criminelle et du sceau ;

- Madame Alizèta **KONE/COMPAORE, Mle 130 173 N**, Magistrat, 1^{er} grade, 2^{ème} échelon, est nommée Directrice des affaires pénales et du sceau à la Direction générale de la Politique criminelle et du sceau ;

- Monsieur Abasse **NOMBRE, Mle 121 321 G**, Magistrat, 1^{er} grade, 2^{ème} échelon, est nommé Directeur des affaires commerciales, administratives et sociales ;

- Monsieur Amadou **KANTAGBA, Mle 130 277 D**, Magistrat, 1^{er} grade, 2^{ème} échelon, est nommé Directeur des grâces et de l'exécution des peines ;

- Monsieur Rombiré **BAKIEKA, Mle 216 621 P**, Conseiller en droits humains, 1^{ère} classe, 2^{ème} échelon, est nommé Chef du département de la sensibilisation et de l'information

au Secrétariat permanent du Comité interministériel des droits humains et du droit international humanitaire (SP/CIMDH) ;

- Monsieur Dramane **KOUSSOUBE, Mle 216 608 H**, Conseiller en droits humains, 1^{ère} classe, 2^{ème} échelon, est nommé Chef du département de la planification et du suivi-évaluation au Secrétariat permanent du Comité interministériel des droits humains et du droit international humanitaire (SP/CIMDH) ;

- Monsieur Nogmanégré Claude **OUEDRAOGO, Mle 203 367 X**, Inspecteur de sécurité pénitentiaire, 2^{ème} grade, 3^{ème} échelon, est nommé Directeur de la Maison d'arrêt et de correction de Ouagadougou ;

- Monsieur Madou **DRABO, Mle 113 370 X**, Inspecteur de sécurité pénitentiaire, 2^{ème} grade, 3^{ème} échelon, est nommé Directeur de la Maison d'arrêt et de correction de Bobo-Dioulasso ;

- Monsieur Drissa **BAMOUNI, Mle 59 940 N**, Inspecteur de sécurité pénitentiaire, 2^{ème} grade, 3^{ème} échelon, est nommé Directeur de la Maison d'arrêt et de correction de Tougan ;

- Monsieur Hamado **OUEDRAOGO, Mle 59 947 J**, Inspecteur de sécurité pénitentiaire, 2^{ème} grade, 1^{er} échelon, est nommé Directeur de la Maison d'arrêt et de correction de Dédougou.

1. C. AU TITRE DU MINISTÈRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT

- Monsieur Fousseni **SIDIBE, Mle 24 959 K**, Administrateur

des services financiers, 1^{ère} classe, 7^{ème} échelon, est nommé Directeur du contrôle des marchés publics et des engagements financiers de la Présidence du Faso ;

- Madame Cécile **MEDA/SOME, Mle 70 579 K**, Administrateur des services financiers, est nommée Directrice du contrôle des marchés publics et des engagements financiers du Premier ministre ;

- Monsieur Vincent Simplicite Relwindé **GUISSOU, Mle 41 574 J**, Administrateur des services financiers, est nommé Directeur du contrôle des marchés publics et des engagements financiers du Conseil constitutionnel ;

- Monsieur Alfred Martin Tony Kuassi **HUGBEKE, Mle 35 742 Y**, Administrateur des services financiers, est nommé Directeur du contrôle des marchés publics et des engagements financiers du Conseil économique et social (CES) ;

- Monsieur Yézouma **BADOUN, Mle 104 244 G**, Administrateur des services financiers, est nommé Directeur du contrôle des marchés publics et des engagements financiers de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) ;

- Monsieur Yacouba **KANDAO, Mle 24 948 Y**, Administrateur des services financiers, est nommé Directeur du contrôle des marchés publics et des engagements financiers du Médiateur du Faso ;

- Monsieur Abdoulaye **SANGNE, Mle 208 075 H**, Administrateur des services financiers, est nommé Directeur du contrôle des marchés publics et des engagements financiers de l'Autorité supérieur du contrôle d'Etat et de lutte

La suite à la page 21

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 20

contre la corruption (ASCE/LC) ;

- Monsieur Souleymane **HEMA, Mle 112 413 U**, Administrateur des services financiers, est nommé Directeur du contrôle des marchés publics et des engagements financiers du Conseil d'Etat ;

- Monsieur Oumarou **AW, Mle 29 512 E**, Administrateur des services financiers, est nommé Directeur du contrôle des marchés publics et des engagements financiers de la Cour de cassation ;

- Monsieur Assane **SANFO, Mle 119 327 V**, Administrateur des services financiers, est nommé Directeur du contrôle des marchés publics et des engagements financiers de la Cour des comptes ;

- Monsieur Ibrahim **OUEDRAOGO, Mle 104 831 P**, Administrateur des services financiers, est nommé Directeur du contrôle des marchés publics et des engagements financiers de la Commission de l'informatique et des libertés (CIL) ;

- Madame Noëlie **YOUGBARE/ DJIGUIMDE, Mle 35 747 T**, Administrateur des services financiers, est nommée Directrice du contrôle des marchés publics et des engagements financiers du Secrétariat général du Gouvernement et du Conseil des ministres ;

- Monsieur Ahakibou **TRAORE, Mle 32 007 J**, Administrateur des services financiers, est nommé Directeur du contrôle des marchés publics et des engagements financiers du ministère de la sécurité ;

- Madame Myiéba Valentine **LOMPO, Mle 208 058 G**, Administrateur des services

financiers, est nommée Directrice du contrôle des marchés publics et des engagements financiers du ministère des affaires étrangères et des burkinabè de l'extérieur ;

- Monsieur Daniel **KOGO, Mle 40 413 V**, Administrateur des services financiers, est nommé Directeur du contrôle des marchés publics et des engagements financiers du ministère de l'Administration territoriale et de la décentralisation ;

- Monsieur Salifou **OUEDRAOGO, Mle 111 142 N**, Administrateur des services financiers, est nommé Directeur du contrôle des marchés publics et des engagements financiers du ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique ;

- Madame Djénéba **KOTE, Mle 59 649 Y**, Administrateur des services financiers, est nommée Directrice du contrôle des marchés publics et des engagements financiers du ministère de l'économie, des finances et du développement ;

- Monsieur Sinaly **COULIBALY, Mle 91 229 G**, Administrateur des services financiers, est nommé Directeur du contrôle des marchés publics et des engagements financiers du ministère de la fonction publique, du travail et de la protection sociale ;

- Monsieur Irissa **BELEM, Mle 49 064 W**, Administrateur des services financiers, est nommé Directeur du contrôle des marchés publics et des engagements financiers du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation ;

- Monsieur Windéyam Vincent de Paul **YAMEOGO, Mle 91 240 E**, Administrateur des services financiers, est nommé Directeur du contrôle des marchés publics et des engagements financiers du ministère de l'éducation nationale et de l'alphabétisation ;

- Madame Maïmouna Héma **TIENDREBEOGO/ OUATTARA, Mle 96 907 A**, Administrateur des services financiers, est nommé Directrice du contrôle des marchés publics et des engagements financiers du ministère de la santé ;

- Monsieur Amidou **BARRO, Mle 58 433 Z**, Administrateur des services financiers, est nommé Directeur du contrôle des marchés publics et des engagements financiers du ministère de l'Agriculture et de l'aménagement hydraulique ;

- Madame Alima **DIABO/ CONGO, Mle 32 013 W**, Administrateur des services financiers, est nommée Directrice du contrôle des marchés publics et des engagements financiers du ministère de l'eau et de l'assainissement ;

- Monsieur Patrice **OUIBGA, Mle 46 240 D**, Administrateur des services financiers, est nommé Directeur du contrôle des marchés publics et des engagements financiers du ministère des infrastructures ;

- Monsieur Mohamed Bassirou **YANOGO, Mle 94 475 B**, Administrateur des services financiers, est nommé Directeur du contrôle des marchés publics et des engagements financiers du ministère de l'énergie ;

- Monsieur Paguidba

La suite à la page 22

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 21

David **SAWADOGO, Mle 104 285 J**, Administrateur des services financiers, est nommé Directeur du contrôle des marchés publics et des engagements financiers du ministère des mines et des carrières ;

- Monsieur Boureima **SAWADOGO, Mle 91 666 X**, Administrateur des services financiers, est nommé Directeur du contrôle des marchés publics et des engagements financiers du ministère des transports, de la mobilité urbaine et de la sécurité routière ;

- Monsieur Lamoussa Honoré **BADOUN, Mle 32 015 U**, Administrateur des services financiers, est nommé Directeur du contrôle des marchés publics et des engagements financiers du ministère du commerce, de l'industrie et de l'artisanat ;

- Monsieur Yembila Fulgence **ZABSONRE, Mle 58 688 S**, Administrateur des services financiers, 1^{ère} classe, 1^{er} échelon, est nommé Directeur du contrôle des marchés publics et des engagements financiers du ministère des ressources animales et halieutiques ;

- Monsieur Ousmane Alexandre **SAWADOGO, Mle 216 154 M**, Administrateur des services financiers, est nommé Directeur du contrôle des marchés publics et des engagements financiers du ministère du développement de l'économie numérique et des postes ;

- Monsieur Sidiki **COULIBALY, Mle 56 690 G**, Administrateur des services financiers, est nommé Directeur du contrôle des marchés publics et des engagements financiers du ministère de la

jeunesse, de la formation et de l'insertion professionnelles ;

- Monsieur Moussa **BELEM, Mle 57 147 S**, Administrateur des services financiers, est nommé Directeur du contrôle des marchés publics et des engagements financiers du ministère de la communication et des relations avec le parlement ;

- Monsieur Maurice **NOBA, Mle 104 299 U**, Administrateur des services financiers, est nommé Directeur du contrôle des marchés publics et des engagements financiers du ministère de l'urbanisme et de l'habitat ;

- Monsieur Brice **SIB, Mle 111 150 K**, Administrateur des services financiers, est nommé Directeur du contrôle des marchés publics et des engagements financiers du ministère de l'environnement, de l'économie verte et du changement climatique ;

- Monsieur Raphaël **KABORE, Mle 111 129 B**, Administrateur des services financiers, est nommé Directeur du contrôle des marchés publics et des engagements financiers du ministère de la culture, des arts et du tourisme ;

- Monsieur Clément **ZONGO, Mle 51 150 A**, Administrateur des services financiers, est nommé Directeur du contrôle des marchés publics et des engagements financiers du ministère des sports et des loisirs ;

- Monsieur Thimoté **DAKUYO, Mle 49 065 E**, Administrateur des services financiers, est nommé Directeur provincial du contrôle des marchés publics et des engagements financiers du Boulgou ;

- Monsieur Naaviel Armel **PODA, Mle 249 092 S**, Administrateur des services financiers, est nommé Directeur provincial du contrôle des marchés publics et des engagements financiers du Passoré ;

- Monsieur Yancoufa **FAYAMA, Mle 257 134 E**, Administrateur des services financiers, est nommé Directeur provincial du contrôle des marchés publics et des engagements financiers du Sanguié ;

- Monsieur Pegwendé Bernard **ILBOUDO, Mle 257 135 W**, Administrateur des services financiers, est nommé Directeur provincial du contrôle des marchés publics et des engagements financiers de la Bougouriba ;

- Monsieur Nebila Pascal **BADOLO, Mle 19 715 V**, Inspecteur du trésor, catégorie A1, est nommé Agent comptable du Centre national des arts, du spectacle et de l'audiovisuel (CENASA) ;

- Monsieur Zueyandé Roland **OUEDRAOGO, Mle 96 935 Z**, Inspecteur du trésor, 1^{ère} classe, 6^{ème} échelon, est nommé Agent comptable de l'Ecole nationale des enseignants du primaire (ENEP) de Loumbila ;

- Monsieur Abdoulhadzi **DIAKITE, Mle 54 636 E**, Inspecteur du trésor catégorie A, échelle 1, 1^{ère} classe 9^{ème} échelon, est nommé Agent comptable de l'Ecole nationale de l'élevage et de santé animale (ENESA) ;

- Madame Maoua **OUATTARA, Mle 35 877 J**, Inspecteur du trésor catégorie A1, 7^{ème} échelon, est nommée Agent comptable au Fonds de soutien aux malades et orphelins du sida ;

La suite à la page 23

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 22

- Madame Don-Nir Clémence Marie Lucile **HIEN, Mle 53 715 G**, Inspecteur du trésor, 1^{ère} classe, 9^{ème} échelon, est nommée Agent comptable de l'Office de gestion des infrastructures sportives (OGIS) ;

- Monsieur Jean Hubert **BAMOUNI, Mle 14 883 L**, Inspecteur du trésor, 1^{ère} classe, 11^{ème} échelon, est nommé Agent comptable du Médiateur du Faso ;

- Monsieur San Pascal **TRAORE, Mle 119 302 D**, Inspecteur du trésor, 1^{ère} classe, 1^{er} échelon, est nommé Agent comptable du Centre hospitalier régional de KAYA ;

- Monsieur Ali **KAFANDO, Mle 119 282 G**, Inspecteur du trésor catégorie A1, 1^{ère} classe, 4^{ème} échelon, est nommé Agent comptable à l'Académie nationale des sciences des arts et des lettres ;

- Monsieur Baboukari **OUATTARA, Mle 216 172 U**, Inspecteur du trésor, 1^{ère} classe, 3^{ème} échelon, est nommé Agent comptable de l'ENEP de Tenkodogo ;

- Monsieur Adama **OUEDRAOGO, Mle 33 313 W** Inspecteur du trésor catégorie A1, 1^{ère} classe, 9^{ème} échelon, est nommé Contrôleur interne du projet d'électrification péri-urbaine.

1. D. AU TITRE DU MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

- Monsieur François de Charles **OUEDRAOGO, Mle 74 289 E**, Enseignant-chercheur, 1^{ère} classe, 2^{ème} échelon, est nommé Directeur du développement institutionnel et de l'innovation ;

- Monsieur Bathily **AMARA, Mle 212 344 Y**, Conseiller en économie et développement, 1^{ère} classe, 4^{ème} échelon, est nommé Directeur des affaires juridiques et du contentieux ;

- Monsieur Abdoulaye Amadou **DICKO, Mle 117 036 J**, Administrateur civil, 1^{ère} classe, 1^{er} échelon, est nommé Secrétaire général de l'Université de Koudougou.

1. E. AU TITRE DU MINISTÈRE DES INFRASTRUCTURES

- Monsieur Adrien **LANKOANDE, Mle 22 376 G**, Ingénieur géomètre, 1^{ère} classe, 16^{ème} échelon, est nommé Conseiller technique ;

- Madame Aïcha Hafçatou **NABARE/TOURE, Mle 216 123 K**, Ingénieur en génie civil, 1^{ère} classe, 3^{ème} échelon, est nommée Directrice générale de la normalisation et des études techniques ;

- Monsieur Zounogo Inoussa **OUEDRAOGO, Mle 92 925 T**, Ingénieur en génie civil, 1^{ère} classe, 4^{ème} échelon, est nommé Directeur de la formation initiale à l'École de formation professionnelle et de perfectionnement en travaux publics ;

- Monsieur Emmanuel **BEMBAMBA, Mle 101 777 D**, Ingénieur en génie civil, 1^{ère} classe, 4^{ème} échelon, est nommé Directeur des travaux d'entretien à la Direction générale de l'entretien routier (DGER) ;

- Monsieur Tarwindé Habi **BALIMA, Mle 101 780 F**, Ingénieur en génie civil, 1^{ère} classe, 4^{ème} échelon, est nommé Directeur du suivi du réseau et

des travaux en régie à la DGER ;

- Monsieur Benjamin **KAMBOU, Mle 110 000 C**, Ingénieur en génie civil, 1^{ère} classe, 3^{ème} échelon, est nommé Directeur régional des Infrastructures de la Boucle du Mouhoun ;

- Monsieur Noé **KOURAOGO, Mle 88 682 A**, Technicien supérieur, 1^{ère} classe, 3^{ème} échelon, est nommé Directeur régional des Infrastructures des Cascades ;

- Madame Kâ Josseline Sonia **KABORE/OUEDRAOGO, Mle 205 537 E**, Ingénieur en génie civil, 1^{ère} classe, 4^{ème} échelon, est nommée Directrice régionale des Infrastructures du Centre ;

- Monsieur Issouf 1^{er} Jumeau **ZOUNGRANA, Mle 101 781 N**, Ingénieur en génie civil, 1^{ère} classe, 3^{ème} échelon, est nommé Directeur régional des Infrastructures du Centre-Est ;

- Monsieur Adama **BARRY, Mle 24 026 W**, Technicien supérieur, 2^{ème} classe, 11^{ème} échelon, est nommé Directeur régional des Infrastructures du Centre-Nord ;

- Monsieur Yaya **GARANE, Mle 24 014 U**, Technicien supérieur, 2^{ème} classe, 8^{ème} échelon, est nommé Directeur régional des Infrastructures du Centre-Ouest ;

- Monsieur Gérard Bertrand **ILBOUDO, Mle 85 486 H**, Ingénieur en génie civil, 1^{ère} classe, 4^{ème} échelon, est nommé Directeur régional des Infrastructures du Centre-Sud ;

- Monsieur Salfo **PACERE, Mle 92 726 L**, Ingénieur en génie civil, 1^{ère} classe, 2^{ème} échelon, est nommé Directeur régional des Infrastructures de l'Est ;

La suite à la page 24

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 23

- Monsieur Noaga Pascal **KOUDOUYOU, Mle 26 161 W**, Technicien supérieur, 2^{ème} classe, 10^{ème} échelon, est nommé Directeur régional des Infrastructures des Hauts-Bassins ;

- Monsieur Rigobert dit Ouibila **OUEDRAOGO, Mle 223 701 H**, Ingénieur en génie civil, 1^{ère} classe, 2^{ème} échelon, est nommé Directeur régional des Infrastructures du Nord ;

- Monsieur Dieudonné **KONSEIBO, Mle 24 020 N**, Technicien supérieur, 2^{ème} classe, 12^{ème} échelon, est nommé Directeur régional des Infrastructures du Plateau-Central ;

- Monsieur Bakary **KOUSSOUBE, Mle 26 158 A**, Technicien supérieur, 1^{ère} classe, 15^{ème} échelon, est nommé Directeur régional des Infrastructures du Sahel ;

- Monsieur Seydou **TRAORE, Mle 92 736 X**, Ingénieur en génie civil, 1^{ère} classe, 2^{ème} échelon, est nommé Directeur régional des Infrastructures du Sud-Ouest.

1. F. AU TITRE DU MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

- Monsieur Ibrahima **OUEDRAOGO, Mle 212 599 C**, Conseiller des affaires économiques, 1^{ère} classe, 4^{ème} échelon, est nommé Directeur de la prospective et de la planification opérationnelle ;

- Madame Binta **TRAORE/OUEDRAOGO, Mle 229 844 Y**, Administrateur civil, 1^{ère} classe, 3^{ème} échelon, est nommé Directrice du suivi, de l'évaluation et de la capitalisation ;

- Monsieur Kibagnihi **YE, Mle**

235 900 R, Administrateur des services financiers, 1^{ère} classe, 2^{ème} échelon, est nommé Directeur de la formulation des politiques ;

- Madame Rosalie **COMPAORE/NARE, Mle 11 327 D**, Conseiller des affaires économiques, 1^{ère} classe, 5^{ème} échelon, est nommée Directrice des statistiques sectorielles ;

- Monsieur Baowendemanégré Roger **OUEDRAOGO, Mle 220 703 S**, 1^{ère} classe, 1^{er} échelon, est nommé Directeur de la coordination des projets et programmes.

1. G. AU TITRE DU MINISTÈRE DES TRANSPORTS, DE LA MOBILITÉ URBAINE ET DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

- Monsieur Nakie Jacques **DAH, Mle 247 493 J**, Conservateur d'archives, 1^{ère} classe, 2^{ème} échelon, est nommé Directeur des archives et de la documentation.

H. AU TITRE DU MINISTÈRE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES

- Monsieur Mahamadi **OUEDRAOGO, Mle 113 381 R**, Ingénieur de conception, 1^{ère} classe, 2^{ème} échelon, est nommé Directeur du renforcement des capacités des acteurs ;

- Monsieur Hamidou **ZOUNGRANA, Mle 91 559 R**, 1^{ère} classe, 4^{ème} échelon, est nommé Directeur régional des ressources animales et halieutiques de l'Est.

1. I. AU TITRE DU MINISTÈRE DE LA JEUNESSE, DE LA FORMATION ET DE L'INSERTION PROFESSIONNELLES

- Madame Ethel

Jacqueline **ILBOUDO/KABORE**, est nommée Chargée de missions en remplacement de monsieur Christian **BERE** ;

- Monsieur Sana Jean Baptiste **KABORE, Mle 23 134 A**, Conseiller de jeunesse et d'éducation permanente, 1^{ère} classe, 11^{ème} échelon, est nommé Inspecteur technique des services en remplacement de monsieur Diaboado Philibert **YONLI**.

- Monsieur Rahmani **SIGUENAM, Mle 37 37 077 B**, Ingénieur statisticien économiste, 1^{ère} classe, 5^{ème} échelon, est nommé Directeur général de l'observatoire national de l'emploi et de la formation professionnelle ;

- Monsieur Lassané **KOLOGO, Mle 210 954 A**, Conseiller de jeunesse et d'éducation permanente, 1^{ère} classe, 2^{ème} échelon, est nommé Directeur provincial de la jeunesse, de la formation et de l'insertion professionnelles du Bazèga.

1. J. AU TITRE DU MINISTÈRE DE LA FEMME, DE LA SOLIDARITÉ NATIONALE ET DE LA FAMILLE

- Monsieur Adam Régis **ZOUGMORE, Mle 47 751 P**, Inspecteur d'éducation de jeunes enfants, 1^{ère} classe, 5^{ème} échelon, est nommé Directeur du développement institutionnel et de l'innovation.

1. K. AU TITRE DU MINISTÈRE DES SPORTS ET DES LOISIRS

- Monsieur Djakalia **OUATTARA, Mle 226 247 S**, Conseiller en gestion des ressources humaines, 1^{ère} classe, 3^{ème} échelon, est nommé

La suite à la page 25

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 24

Directeur des ressources humaines.

III.2. NOMINATION DANS LES CONSEILS D'ADMINISTRATION

1. A. MINISTERE DES MINES ET DES CARRIERES

Le Conseil a adopté un rapport relatif à la nomination d'Administrateurs représentant l'Etat au Conseil d'Administration de la société minière BD GOLD OPERATION SA pour un premier mandat de trois (03) ans.

Au titre du ministère des mines et des carrières

- Monsieur Leban Marc **DABIRE, Mle 207 633 E**, Juriste.

Au titre du ministère de l'économie, des finances et du développement

- Monsieur Soabou **DIALLO, Mle 104 265 M**, Administrateur des services financiers.

Le Ministre de la Communication et des Relations avec le Parlement, Porte-parole du gouvernement,

Rémis Fulgance DANDJINOU

Officier de l'ordre national

Brèves

RDC- Une nouvelle découverte macabre a été faite. 38 nouvelles fosses communes ont été retrouvées la semaine dernière au cours d'une mission de reconnaissance conjointe entre l'ONU et les enquêteurs militaires congolais dans le Kasai. Une découverte qui porte à plus de 80 le nombre de charniers dans le centre du pays. En mars dernier, des témoins interrogés par RFI au Kasai Central disaient avoir vu des camions de l'armée jeter des corps morts et l'ONU aussi pour sa part l'a accusé à plusieurs reprises. Mais, selon les autorités congolaises les Kamuina Nsapu sont eux aussi responsables d'un certain nombre de charniers.

Football- L'américain Chuck Blazer, l'homme par qui le scandale planétaire à la FIFA est arrivé, est décédé à l'âge de 72ans des suites d'un cancer du côlon, ce 13 juillet 2017 dans le New Jersey. L'information a été divulguée par son avocat Eric Comgold, qui indique dans un communiqué que « Ses fautes, pour lesquelles il a reconnu sa totale responsabilité, ne doivent pas faire oublier l'impact positif qu'a eu Chuck sur le football international ».

Nigeria: démonstration de force de Boko Haram après la diffusion d'exécutions

Ce jeudi 13 Juillet, au Nigeria, Boko Haram continue de semer la terreur. Les jihadistes ont rendu publique une vidéo où l'on voit l'exécution publique de huit villageois qui s'opposaient à l'application de la charia dans le nord-est du pays. Une scène macabre, en réponse à l'armée nigérienne qui fait valoir que les jihadistes sont sur le point d'être vaincus.

Rédaction SCI

ANNONCE



DOCTORAT

Centre d'Examen Européen

Doctorate Of Business Administration



Un diplôme de haut niveau qui permet aux professionnels

- ✓ D'évoluer dans un cadre d'excellence
- ✓ De côtoyer les références académiques et professionnelles internationales
- ✓ De s'ouvrir à la diversité de pensées et de cultures
- ✓ Et enfin d'être reconnu comme expert dans un secteur

Un programme Doctoral en trois ans (en moyenne) avec deux à trois séminaires par an

Dates de rentrées :

Le 15 Juin 2017 et Le 15 Décembre 2017

NB : les dossiers sont recevables un mois avant chaque date de rentrée

Un programme assuré par la Fondation Sciences-Campus, l'École Doctorale de la FEDE, l'Institut de Recherche de la FEDE et OTC Burkina

Avenue Sembene Ousmane, Ouaga 2000, 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Burkina Faso
en face de la station TOTAL Ambassade,

Tél : +226 72 07 20 20 / +226 66 20 00 26 / +226 77 20 00 26

Email : contact@ebs-edu.fr Site web : www.sciences-campus.org

JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: H/F **Assistant(e)**
Technique – **santé**
publique – **Madagascar**

Description

(h/f) Assistant(e) technique
Programme de Santé Publique
Antananarivo, Madagascar

C O N T E X T E

L'IECD est un organisme de solidarité internationale créé en 1988 qui met en œuvre des projets de développement socioéconomique en partenariat avec des institutions locales. L'IECD intervient en particulier dans les domaines de la formation et de l'insertion professionnelle, de l'appui aux très petites entreprises et de l'accès à l'éducation et à la santé pour les personnes les plus vulnérables. Depuis plus de 25 ans, l'IECD est impliqué dans des projets de renforcement de centres de santé et hôpitaux.

Présent à Madagascar depuis 1989, l'IECD mène actuellement cinq projets avec des partenaires locaux dans le domaine de l'accès à l'éducation, la formation professionnelle dans le secteur de l'hôtellerie-restauration, l'appui aux Très Petites Entreprises et la santé. L'ensemble de ces projets réunit une équipe de 250 employés expatriés et locaux, implantés majoritairement à Fianarantsoa et Antananarivo.

L'IECD mène depuis 2014 un Programme d'amélioration de la prise en charge des drépanocytaires en Afrique Centrale (RDC, Cameroun et Congo) et à Madagascar. Ce programme a été élaboré suite à une expérience réussie depuis 2006 en RDC. La drépanocytose est la première maladie génétique dans le monde. Sans dépistage précoce, les enfants ne sont pas pris en charge et la plupart d'entre eux meurt avant l'âge de 5 ans.

A Madagascar, le programme vise à améliorer la prise en charge de 2500 drépanocytaires à travers les volets suivants :

Organisation de dépistage précoce (renforcement de laboratoires ; formation du personnel de santé, implication de maternités pilotes) ;

Amélioration de la prise en charge médicale (formation du personnel de santé; disponibilité des vaccins et médicaments ; éducation thérapeutique des familles) ;

Sensibilisation de la population (écoles, grand public) ;

Plaidoyer au niveau national.

L'Institut Malgache de Recherche Appliquée (IMRA) conduit depuis plus de 50 ans des recherches sur les plantes médicinales malgaches. L'équipe de l'IMRA compte 80 collaborateurs, impliqués sur des projets de recherche scientifique, de production de médicaments, et de santé publique (dispensaire, lutte contre la drépanocytose).

L'IMRA est le partenaire de

l'IECD pour la mise en œuvre du projet drépanocytose. Il travaille en partenariat étroit avec l'ONG LCDM (Lutte contre la drépanocytose Madagascar) et le Centre Hospitalier Universitaire HJRA à travers la Plateforme Drépanocytose Madagascar.

Dans le cadre d'une création de poste, la mission de l'assistant(e) technique sera de renforcer l'IMRA, en particulier l'équipe dédiée au projet drépanocytose et la direction générale. L'équipe mobilisée sur le projet compte actuellement : le directeur, un médecin de santé publique, un chargé de base de données, un comptable et du personnel support transversal.

M I S S I O N

Vous aurez pour mission d'accompagner l'équipe de l'IMRA sur les aspects suivants :

1/ Appui à l'équipe opérationnelle pour la gestion du projet drépanocytose

Appuyer la planification des activités

Appuyer la formalisation et le suivi de processus opérationnels pour les activités

Appuyer la mise en place d'un système de collecte et analyse de données : base de données, suivi d'indicateurs.

Suivre les indicateurs et la qualité du projet

La suite à la page 28

JOBS CAMPUS

La suite de la page 27

Appuyer l'animation et le suivi du plan d'action de la plateforme tripartite (PDM)

2/ Appui à l'équipe administrative et financière

Appuyer la mise en place et le suivi de procédures conformes aux exigences des partenaires financiers

Appuyer la rédaction d'un guide de procédures administratives et comptables

Appuyer la budgétisation, le contrôle de gestion, l'établissement des états financiers.

Appuyer la préparation des audits.

3/ Appui à la direction générale de l'IMRA :

Appuyer la mise en place et l'animation de la communication interne et externe : refonte du site internet, newsletters...

Appuyer l'identification de nouveaux partenaires financiers

Animer occasionnellement des formations internes selon les besoins

4/ Suivi du projet drépanocytose pour le compte de l'IECD

Assurer le reporting narratif et financier au siège de l'IECD

Rédiger les rapports destinés

aux partenaires financiers
Représenter l'IECD auprès des partenaires financiers locaux du projet

P R O F I L

Formation : issue de l'enseignement supérieur de type commerce, économie, IEP, etc. (master 2).

Expérience :
Expérience professionnelle requise (3 ans minimum)

Connaissance des pays en développement recommandée

Une expérience dans le domaine de la santé publique serait appréciée

Compétences recherchées :

Capacités de gestion de projet et de gestion financière, suivi d'activités

Qualités attendues :
Rigueur et organisation

Capacité à se mettre à l'écoute et à s'adapter aux réalités locales

Capacité à allier leadership / force de proposition et humilité / sens du dialogue

Un sens développé des relations humaines et de la diplomatie sera déterminant

Adhésion aux valeurs de l'IECD (un regard sur la

personne, l'esprit de service, un engagement professionnel)

CONDITIONS DU POSTE

Statut : contrat de droit français – Volontariat de Solidarité Internationale

Formation préalable au départ d'une semaine à Paris

Sous la responsabilité : de la responsable du pôle Santé basée à Paris et du directeur général de l'IMRA, fortes interactions avec le délégué IECD basé à Antananarivo

En collaboration étroite avec la coordinatrice de programmes santé basée à Paris

les équipes du programme Drépanocytose dans les autres pays

Dates du poste : dès que possible, au plus tard été 2017, pour 2 ans minimum

Localisation : Antananarivo, Madagascar. Déplacements réguliers à prévoir à l'intérieur du pays (2 à 3 missions par an)

Conditions contractuelles :

Rémunération selon profil

Participation au logement

Billet début et fin de contrat + 1 A/R tous les 12 mois

Pack médical et social complet (maladie, rapatriement, mutuelle complémentaire) et cotisation retraite de base

La suite à la page 29

JOBS CAMPUS

La suite de la page 28

C O N T A C T

Envoyez votre dossier de candidature (CV et lettre de motivation)

avec la référence « Mada – AT santé »

au service recrutement,
recrutement@iecd.org

Ville
A n t a n a n a r i v o

Fonctions Animation,
Formation, Assistance,

Secrétariat, Traduction,
Autre, Communication,
Coordination, Gestion de projet,
Organisation, Administration,
Technicien spécialiste

Activités
Autre, Santé, Social

Pays
Afrique, Madagascar

Contrat **Bénévolat,**
CDD, CDI, Inconnu,
Volontariat / service civique

Email de la personne contact

recrutement@iecd.org

Date de fin de validité
3 0 / 0 8 / 2 0 1 7



Avis de recrutement

Poste: H/F **Chef de**
Projet – Appui aux Très
Petites Entreprises –
Territoires Palestiniens

Description

h/f Chef de projet

Programme d'appui aux TPE

Al Azarieh, Territoires
P a l e s t i n i e n s

C O N T E X T E

L'IECD est un organisme de solidarité internationale créé en 1988. Sa mission est de mettre en œuvre des projets de développement socioéconomique en partenariat avec des institutions locales. L'IECD intervient en particulier dans les domaines de la formation professionnelle, de l'appui aux très petites entreprises et du

renforcement de structures éducatives, sanitaires et sociales.

L'IECD met en œuvre des projets dans les Territoires Palestiniens depuis 2007. Au vu du contexte socio-économique défavorable, et du peu de perspectives d'amélioration, l'IECD a décidé de concentrer son action dans la région de Jérusalem-Est. Pour mieux satisfaire les demandes individuelles au sein de la communauté locale, trois programmes ont été implantés dans la région d'Al Azarieh (Bethany) : Le Centre Educatif Azarieh (Al Hamawi), le programme Graines d'Espérance et le programme de développement économique centré sur les Très Petites Entreprises dans les régions ciblées.

Les programmes TPE de l'IECD proposent différentes activités : des formations initiales et thématiques (créer une start-up, notions de management, marketing avancé, etc.), un suivi individualisé des personnes bénéficiaires and l'organisation d'activités mensuelles à l'intention des membres du Club des Entrepreneurs de l'IECD.

Durant le nouveau projet de l'Union Européenne, débutant en avril 2017 pour une durée de 3 ans, un nouvel élément a été ajouté au programme TPE. L'IECD accompagnera et soutiendra la Chambre de Commerce de Jérusalem-Est dans la création d'une unité TPE pour promouvoir et développer le rôle active, efficace et durable

La suite à la page 30

JOBS CAMPUS

La suite de la page 29

de la chambre du commerce dans le développement de l'économie locale.

Pour réussir ces développements tout en garantissant la qualité du programme, l'IECD recrute un chef de projet expérimenté pour superviser toutes les opérations liées aux TPE et aux activités de transformation alimentaire.

M I S S I O N S

Afin d'assurer la qualité et la pérennité des programmes TPE, le chef de projet assurera les missions suivantes :

1/ Organisation et supervision des activités opérationnelles du Programme d'appui aux TPE :

Définir et mettre à jour les plannings des activités

Suivi de toutes les formations, des visites aux bénéficiaires, des activités proposées au sein du Club des Entrepreneurs et du Club des Coopératives ainsi que les activités de la coopérative « Jerusalem Hills »

Lancer de nouvelles activités au sein du Club des Entrepreneurs, basées sur les évaluations et les retours des bénéficiaires et des autres acteurs du projet

Développer la visibilité de l'IECD et la stratégie de communication terrain. Communiquer efficacement cette stratégie aux acteurs du

projet, aux partenaires locaux, à la direction, aux employés, etc.

2/ Suivi de projet et évaluation

Assurer et maintenir la qualité des activités développées au sein du programme TPE

Vérifier et actualiser la base de données des personnes bénéficiaires

Assurer le suivi et contrôler la bonne réalisation des objectifs des projets et résultats attendus, en lien avec les engagements pris auprès des partenaires financiers

Piloter et superviser les évaluations et les audits

Capitaliser et développer de nouveaux outils adaptés aux besoins des personnes bénéficiaires

3/ Suivi financier

Assurer la bonne mise en œuvre des procédures financières au sein de l'IECD

Suivre les dépenses du projet et les encaissements associés

Mettre à jour les outils de suivi financiers, notamment les budgets du projet sur une base mensuelle, trimestrielle et annuelle, en étroite collaboration avec les responsables finances de l'IECD

Identifier les potentiels besoins et sources de levée de fonds

4/ Gestion des

Ressources Humaines

Accompagner, recruter, fidéliser et former l'équipe TPE, notamment les formateurs terrain et organiser des réunions hebdomadaires de coordination

Maintenir la cohésion et la dynamique au sein de l'équipe liée au projet

Identifier les talents locaux et favoriser la montée en compétences

5/ Levée de fonds et relations partenariales

Développer et maintenir une relation de collaboration fluide avec les divers partenaires de l'IECD, locaux et internationaux, incluant les partenaires locaux, les coopératives, les autorités locales et l'Union Européenne

Rédiger des propositions de projet

Représenter efficacement l'IECD et le programme TPE auprès des partenaires locaux et internationaux

P R O F I L

Formation : master en administration des entreprises, diplôme d'ingénieur ou équivalent.

Expérience :

Au moins 5 ans dans la gestion de projet et le développement

Expérience de levée de fonds avec un réseau établi et un bilan des actions menées souhaitée

La suite à la page 31

JOBS CAMPUS

La suite de la page 30

Des connaissances de la région Moyen-Orient sont appréciées

Compétences :

Gestion financière et mise en œuvre de projets

Fortes capacités managériales avec un excellent sens de l'organisation

Bilingue anglais, des connaissances en arabe sont un atout

Qualités attendues :

Forte capacité à s'adapter à des situations difficiles, à maintenir une attitude positive et à produire des résultats satisfaisants en toutes circonstances

Patient, professionnel, comprenant l'aspect humain du projet et s'inscrivant dans une vision globale

Visionnaire, esprit d'équipe avec d'excellentes capacités de communication

Capacité à représenter et suivre les valeurs de l'IECD

La connaissance du monde de l'entreprise sera un plus (surtout des très petites entreprises)

Adhésion aux valeurs de l'IECD : un regard sur la

personne, l'esprit de service, l'engagement professionnel

CONDITIONS DU POSTE

Statut : contrat de droit français – Volontariat de Solidarité Internationale – formation préalable de deux semaines à Paris

Dates du poste : A pourvoir pour Novembre 2017 au plus tard, pour 2 ans renouvelables

Localisation : Al Aizarieh, Jerusalem

Sous la responsabilité :

Du Directeur Pays des Territoires Palestiniens

En collaboration avec la coordination du programme TPE à Paris

Package global :

A déterminer suivant le profil et l'expérience

1 billet A/R par année de mission

Participation au logement

Pack médical et social complet (maladie, rapatriement, mutuelle, retraite de base)

C O N T A C T

Envoyez votre dossier de candidature (CV et lettre de motivation) – Réf. TPO – CDP TPE

au service recrutement, recrutement@iecd.org

Ville Al Aizarieh

Fonctions

Animation, Formation, Autre, Communication, Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction, Etudes, Recherche, Organisation, Administration, Ressources Humaines, Technicien spécialiste

Activités

Animation, Formation, Education, Autre, Economie, Finance, Administration, Ressources Humaines, Social

Pays M o y e n O r i e n t, Territoires palestiniens

Contrat CDD, CDI, Inconnu

Date de validité de fin de 31/08/2017



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Mondial Media Manager

Description

Nous recherchons une personne énergique et créative directeur mondial des médias pour assurer la voix de Save the Children est entendu dans le monde entier grâce à un solide profil de médias . Vous obtiendrez une couverture médiatique mondiale, en mettant l'accent sur nos enfants d' économie de travail en cas de catastrophe humanitaire.

Travailler dans plus de 120 pays, nous faisons tout ce qu'il faut pour créer des percées dans la façon dont le monde traite les enfants. Notre politique, la défense, et le département des campagnes où nous conduisons des programmes politiques aux niveaux national et mondial. Nous avons intégré le lobbying, la politique, la recherche et la campagne dans un moteur agile, puissant pour le changement. Ensemble, nous sauver la vie des enfants, lutter pour leurs droits et les aider à réaliser leur plein potentiel.

Comme Global Media Manager vous contribuerez à l' en dehors des heures et rota générer de l' activité des médias dans les médias du monde international et le développement, conformément à nos priorités organisationnelles et dans les pays clés de plaidoyer. Vous agirez en tant que point focal clé pour la gestion des médias pendant les périodes de catastrophe humanitaire, la coordination des interventions des médias dans

plusieurs pays. De plus, vous:

Maintenir un solide réseau de contacts avec les journalistes internationaux ainsi que d'identifier et d'établir des partenariats internationaux clés

Un porte-parole de Save the Children et questions campagne influence et plans de plaidoyer pour contribuer à la réalisation des objectifs des médias

Soutenir les programmes régionaux pour fournir des médias régionaux influents, au besoin

Collaborer à travers la mobilisation mondiale, la politique et la collecte de fonds, en prenant les devants dans la préparation de produits de médias externes qui alignent les divisions et reflètent nos messages clés

approche de soutien d'atténuation des risques pendant les moments sensibles, pour la sensibilisation des médias.

Pour réussir, vous aurez un diplôme en journalisme, communication, développement international ou dans un domaine connexe et être un excellent communicateur, avec la possibilité de transmettre des informations complexes rapidement et de façon concise. Vous aurez une expérience significative en tant que journaliste ou nouvelles attachée de presse dans un cadre international, avec une expérience d'une excellente couverture et une compréhension claire des médias numériques et

sociaux. De plus, vous aurez:

Excellentes compétences en rédaction de communiqués de presse, des conférences de presse, d'opinion et le travail des messages clés

La capacité de travailler rapidement et avec précision souvent dans un environnement à haute pression, traitement de données complexes et des problèmes avec confiance

Une excellente connaissance des enjeux mondiaux et les débats politiques qui touchent les enfants

Expérience de travail avec un éventail de parties prenantes, internes et externes, et la capacité de favoriser et d'entretenir des relations de travail positives avec des collègues, à l'échelle mondiale

De bonnes compétences de persuasion et de diplomatie, travaillant de manière collégiale entre les différentes équipes spécialisées - en particulier, des campagnes mondiales, le plaidoyer et les urgences humanitaires /

projet Expérience dans la gestion des résultats médiatiques complexes à travers différents points de vente et dans les différents pays.

La possibilité de voyager à court terme, souvent aux pays en développement du monde, et parfois à des environnements de travail difficiles, est essentiel. La maîtrise d'une seconde langue serait un avantage.

La suite à la page 33

JOBS CAMPUS

La suite de la page 32

Save the Children nous sommes engagés à la sauvegarde et à la protection des enfants dans notre travail. Nous ferons tout notre possible pour faire en sorte que seuls ceux qui sont aptes à travailler avec les enfants sont recrutés pour travailler pour nous. Ce poste est soumis à une série de contrôles vetting, y compris une divulgation des casiers judiciaires.

Notre mission est d'inspirer des percées dans la façon dont le monde traite des enfants et réaliser un changement immédiat et durable dans leur vie. Si vous partagez notre mission, sont

passionnés par la faire advenir et nous croyons fermement que vous pouvez contribuer alors rejoignez-nous et nous allons vous donner toutes les chances de réussir. Nous avons hâte d'avoir de tes nouvelles.

Pour appliquer s'il vous plaît visitez notre site Web.

Date de clôture: 9 Juillet 2017

Ville **L o n d r e s**

Fonctions
Coordination, Gestion de projet

Activités **A u t r e**

Pays

Europe, **Royaume-Uni**

Contrat **C D I**

Salaire / Indemnité

£ 36,000 - £ 40,000, mais

Postuler en ligne <https://jobs.savethechildren.org.uk/vacancy/global-media-manager-3326/3352/description/>

Date de fin de validité **19/07/2017**



Avis de recrutement

Poste: **Coordonnateur**
d'urgence **volant**

Accueil » **Flying**
Emergency **Coordinator**

Description

Action contre la Faim est une organisation internationale non gouvernementale, privée, apolitique, non religieuse et à but non lucratif créé en 1979. Son but est de lutter contre les situations de faim et dangereuses qui menacent les hommes, les femmes et les enfants. Actuellement, 500 expatriés et plus de 5000 employés travaillent pour l'action contre la faim dans plus de quarante-six pays, dans quatre domaines d'action: la nutrition, la santé, la sécurité alimentaire et de

l'eau et de l'assainissement.

OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'expert sera disponible pour les déploiements fréquents aux missions et remplir une position clé spécifique au sein de l'organigramme de mission ou d'agir à titre de coordonnateur d'urgence, étant responsable de la qualité et de l'efficacité des programmes de Acción Contra el hambre dans les missions de déploiement.

En cas de Gap remplissage, l'expert devra couvrir rapidement un poste vacant - sur description du travail - et assurer que les points d'action clés sont gérés jusqu'à ce que le profil à long terme a été identifié.

En cas de réponse d'urgence, l'expert aidera le directeur de pays dans la gestion globale du programme d'intervention d'urgence de Acción Contra el Hambre au sein de la mission; y compris la programmation, les opérations, la sécurité et les relations avec les parties prenantes. Responsable et responsable de l'élaboration, la coordination et la gestion de toutes les activités d'intervention d'urgence responsable de la gestion Acción Contra EL portefeuille des donateurs d'urgence de la mission HAMBRE et les budgets ainsi que le développement du personnel d'intervention d'urgence.

Quand à Madrid, l'expert participera aux exercices et leçons tirées des documents de

La suite à la page 34

JOBS CAMPUS

La suite de la page 33

capitalisation et de participer aux travaux transversaux développés dans le bassin d'urgence et le Département des opérations.

Relevant chef adjoint de la piscine d'urgence, au directeur de pays et de bureau géographique respectivement.

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

Évaluation, conception du programme, planification et gestion de projets d'urgence et de mise en œuvre

Gap de remplissage pour les postes d'opération dans les missions et le soutien stratégique aux missions

Gestion de projet

Direction générale et du leadership au niveau de la mission

la gestion des services d'appui aux programmes: ressources humaines, gestion de la sécurité, la gestion financière et de la planification

Leçons apprises et la piscine d'urgence / développement d'outils opérations

Ville **M a d r i d**

Expériences / Formation du candidat

Diplôme universitaire, idéalement relié au domaine humanitaire ou logistique

Niveau élevé de tous les aspects de l'expérience de gestion, y compris la gestion des budgets de plusieurs millions de dollars.

Expérience dans la prise de décisions complexes et diriger une équipe multinationale, multidisciplinaire dans des circonstances difficiles.

Bonne compréhension du contexte d'exploitation humanitaire d'urgence, y compris Sphère, le système humanitaire, les donateurs, la sécurité, la liaison entre civils et militaires et la gestion des programmes.

3 ans minimum d'expérience précédente dans des positions similaires sur le terrain - une combinaison de postes sur le terrain et à l'AC acceptables - Essential

L'expérience dans la préparation des propositions de projets, les budgets et les rapports aux donateurs et autres stakeholders- Essential

Expérience en coordination interinstitutions, la représentation et la négociation avec les acteurs étatiques et non étatiques - Essential

Expérience de travail dans un environnement volatile- Essential

expérience de la gestion des ressources humaines - Essential

Expérience de travail avec les autorités locales et partenaires - Essential

La connaissance et l'expérience dans les procédures d'action contre la faim - désiré

Langues: espagnol - langue de travail obligatoire, parlé, lu et écrit

Anglais - langue de travail

obligatoire, parlé, lu et écrit

Français - langue de travail obligatoire, parlé, lu et écrit

Arabe - très utile

Ordinateur (bureau) et les compétences utilisation d'Internet

Mobilité: temps de 70% dans le domaine - 30% du temps au siège

2 à 3 mois de mission et longueur 24h préavis en cas d'urgence soudaines, selon des priorités définies par la piscine d'urgence

Fonctions **A u t r e**

Activités **A u t r e**

Pays **Europe,** **Espagne**

Contrat **C D D**

Salaire / Indemnité

Nous offrons une incorporation immédiate à un réseau international dynamique avec le package de rémunération suivante:

Contrat de travail: 2 ans

Basé à Madrid

Salaire: entre 27.000 € et 30.000 € € brut par an.

Les frais de déplacement vers et de la mission.

25 jours ouvrables de congés payés par an.

e t

Documents à envoyer

Nous ne considérons que les candidatures reçues par

La suite à la page 35

JOBS CAMPUS

La suite de la page 34

notre service en ligne. S'il vous plaît cliquer sur le lien suivant pour accéder au service:

<https://employ.acf-e.org/>

Remarque. - Compte tenu de l'urgence de cette situation, la vacance peut fermer avant la date limite. Pour plus d'informations sur cette

position, visitez notre site Web www.accioncontraelhambre.org en cas de trouver pas publié ici signifie que le processus de sélection a été fermé.

Email de la personne contact
ach-sedecandidaturas@accioncontraelhambre.org

Postuler en ligne <https://>

hris.acf-e.org/employ/index.php/positions/view/555/Flying-Emergency-Coordinator/

Date de validité de fin de
21/07/2017

 **Avis de recrutement**

- **Poste** : **Profil** : Compétences requises
 - WEBMASTER WORDPRESS**
 - **Type d'offre** : **Emploi**
 - **Métier(s): Informatique**
 - **Niveau(x): BAC+2, BAC+3, BAC+4, BAC+5**
 - **Expérience:** **2 ans**
 - **Lieu:** **Côte d'Ivoire**
 - **Date de publication:** **10/07/2017**
 - **Date limite:** **20/07/2017**
 - P I G O N I A**
 - r e c r u t e**
 - WEBMASTER WORDPRESS**
- Vous êtes chargés de réaliser des sites web autour de la solution Wordpress.**
- Vous prenez en charge les activités suivantes :**
- **I n t é g r a t i o n** et configuration des plugins Wordpress
 - **Réalisation** des développements dans le respect des normes Wordpress
 - **Intégration** des templates
 - **Tests** unitaires
- **Vous êtes diplômés(e) en informatique (Bac + 2/5). Vous maîtrisez PHP; MYSQL; HTML/CSS et Javascript.**
 - **La maîtrise de "visuel composer" et le sens de design sont très souhaitable.**
 - **Deux années d'expérience dans le domaine du web est requise.**

*Vous voulez communiquer sur votre organisation, vos valeurs, votre vision...
Ce support, c'est ce qu'il vous faut...*

Avec Sciences-Campus Info, l'impact est plus que certain

Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en version numérique à télécharger.



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

08/07/2017 AU 15/07/2017 Groupe II

Aéroport	25 31 42 22	14	Heera	25 31 66 10	28	Rood Wooko	25
2	Amaro	25 34 33	15	Jabnéel	25 44 78 70	30 88 90	
28			16	Jourdain	25 36 06 86	29	Sangoulé Lamizana
3	Ar-rahma	25 35 09 86	17	Karpala	25 37 14 14	41 13 00	25
4	Augustine	25 37 61 00	18	Koulouba	25 31 19 18	30	Schifeyi
5	Barwende	25 40 85 90	19	La Famille	25 43 06 85	31	Sig-Noghin
6	Boulmiougou	25	20	Marlass	78 55 00 52	32	Sigri
43 12 68			21	Martin	25 50 84 59	33	Sud
7	Cité An III	25 33 19 66	22	Meteba	25 33 53 33	34	Talba
8	Dapoya	25 31 32 01	23	Nayyira	25 48 18 41	35	Tanko
9	Delwindé	25 36 72 80	24	Neima	25 35 56 82	36	Univers
10	Denisa	71 82 76 60	25	Nemadis	25 37 30 41	37	Wati
11	Faso	25 38 19 29	26	Progrès	25 43 01 62	38	Yobi
12	Flayiri	25 40 73 44	27	Providence	25 31 86 48		
13	Hamdalaye	25 34 36 94					

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Bobo-Dioulasso

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76609721
E-mail: redaction@sc-mail.info
Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
OTC
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de reportage
- Alfred Syé KAM
- Aminata PORGO
- Augustin NIKIEMA

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédéric PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage
Eliane BAYALA
Aminata PORGO
Bernard HIEN
Oeil du professionnel

Distribution
Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso
Tél: +226 20954746
+226 72070909

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

Science - Education - Politique - Société - Economie

Semestriel;

Presse en ligne;

Quotidien numérique gratuit

sur www.sciences-campus.info

✓ Couverture médiatique

✓ Publicité

✓ Communication



- **L'actualité des Centres de recherche**
- **L'actualité des écoles et universités**
- **L'actualité générale des 45 provinces en continue**
- **Les activités du gouvernement**
- **L'actualité internationale**

Un espace emploi



sur www.jobs-campus.com

L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde

Adresses: www.sciences-campus.info/ redaction@sc-mail.info
226 76609721/ 72080505/ 72072121
05BP5805 Ouaga02
Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO